

# Colloque international

## « La démocratie en travail : Pierre Rosanvallon »

Centre Culturel International de Cerisy-la-Salle

13-20 septembre 2014

Direction : Sarah Al-Matary et Florent Guénard

De *L'Âge de l'autogestion* (1976) à *La Société des égaux* (2011), l'œuvre de Pierre Rosanvallon est travaillée par le souci de comprendre notre société démocratique toujours en quête d'elle-même. Dans sa variété, elle s'attache aux notions qui définissent cette dernière (l'État, la société civile, le marché, la représentation, la légitimité etc.), au fil d'une analyse conceptuelle que Pierre Rosanvallon invente et poursuit d'ouvrage en ouvrage. C'est cette analyse qui permet une juste appréciation des transformations du monde contemporain ; elle également qui inspire l'histoire des républiques (française mais aussi américaine), indispensable si l'on veut comprendre comment les sociétés donnent forme à l'idéal démocratique.

S'interroger sur l'œuvre de Pierre Rosanvallon, c'est tout à la fois mesurer l'effectivité d'une pensée qui, en France comme à l'étranger, imprime sa marque ; reprendre, à partir d'elle, les questions qu'elle pose, et se demander comment la démocratie peut tenir ses promesses d'égalité et de solidarité. Ce sont à ces questions que ce colloque est consacré. Réunissant historiens, sociologues, politistes, philosophes, en présence de P. Rosanvallon, il se veut à la fois réflexion sur la singularité d'un travail dont les effets sont sensibles dans le monde intellectuel, et discussion des thèses autour desquelles ce dernier se structure.

Samedi 13 septembre

19 h : accueil des participants. Présentation générale du colloque.

Dimanche 14 septembre

Florent Guénard : « Introduction : Pierre Rosanvallon : histoire, politique, philosophie ».

L'œuvre de Pierre Rosanvallon est tout entière traversée par une exigence qui la constitue : comprendre la cité contemporaine, produire le savoir qui permette l'intelligence de nos sociétés. Rappeler ce fil conducteur, en introduction de ce colloque, c'est évoquer ce qui est requis pour une telle tâche : faire l'histoire conceptuelle du politique. C'est également prendre la mesure de la difficulté du projet : P. Rosanvallon veut produire un récit théorique qui, sans se laisser enfermer dans la pure histoire des idées, permette de ressaisir la singularité des temps et l'originalité des expériences politiques auxquelles cette singularité donne lieu ; il veut aussi nommer ces expériences afin d'inventer les concepts qui peuvent permettre leur compréhension ; et formuler ensuite les propositions qui peuvent remédier aux crises que nous traversons. Il entend bien nouer ensemble histoire, philosophie et politique, montrant du même coup ce que celles-ci peuvent avoir d'insuffisant lorsqu'elles sont trop nettement séparées les unes des autres. L'originalité de son travail est incontestablement dans l'élaboration de cette perspective, à partir de laquelle ce qui constitue « le politique » (les relations entre l'État et la société mais aussi les relations entre les individus au sein d'un même espace social) peut être justement perçu.

### **Première session : histoire de la modernité démocratique**

9 h 30-12 h 30

Sudhir Hazareesingh : « Pierre Rosanvallon et le renouvellement de l'histoire libérale en France »

L'œuvre de Pierre Rosanvallon a puissamment contribué au renouvellement de l'histoire du libéralisme en France, et cette intervention se propose d'en faire une appréciation critique. Parmi les thèmes qui seront abordés : l'analyse de Guizot et de la pensée doctrinaire ; l'approche intellectuelle et méthodologique de Rosanvallon (inspirée notamment de Tocqueville) ; les fondements de "l'illibéralisme" français ; la place du bonapartisme dans l'histoire du 19<sup>e</sup> siècle ; et enfin la dimension idéologique du travail historique de Rosanvallon.

Patrice Gueniffey : « Pierre Rosanvallon et l'histoire de la Révolution française »

Rien ne prédisposait Pierre Rosanvallon à s'imposer, à partir de son ouvrage sur Guizot, comme l'un des principaux historiens de la Révolution française, ou plutôt des problèmes et des questions posés ou créés par la rupture de 1789 et ses prolongements. Venu à l'histoire par ses travaux sur la formation de l'État en France, c'est à la culture politique et aux institutions de la période révolutionnaire (entendue au sens large, embrassant le premier siècle de l'histoire démocratique) qu'il a consacré l'essentiel de ses travaux dans les années 1980 et 1990. De la question de la représentation à celle de la souveraineté, de ses fondements à ses diverses formes d'organisation et d'expression, il a établi l'inventaire quasi-complet des formes et des problèmes de la démocratie moderne dont il a entrepris d'écrire l'histoire, du XVIIIe siècle jusqu'aux mutations que lui fit subir le XXe siècle. Le mariage de l'histoire intellectuelle et de l'histoire matérielle de la démocratie est sans aucun doute l'un des aspects les plus originaux de cette œuvre qui, en une vingtaine d'années, a profondément renouvelé et le regard que nous portons sur la naissance du phénomène démocratique en France et la manière de l'étudier. Cette intervention reviendra ici sur quelques aspects de ce renouvellement.

14 h 30-19h30

Chloé Gaboriaux : « Faire l'histoire des corps intermédiaires en France : le jacobinisme à l'épreuve de la réalité sociale »

Parmi les tensions inhérentes à la culture politique française, celles qui sous-tendent le rapport État / société civile occupent une place privilégiée dans l'œuvre de Pierre Rosanvallon. Contre l'idée reçue selon laquelle la toute-puissance de l'État aurait étouffé en France toute initiative privée, il s'est attaché à montrer que la réticence séculaire à l'égard des corps intermédiaires coexiste avec le foisonnement des pratiques associatives et doit donc être analysée à travers les relations complexes qu'elle entretient avec elles. Il s'agira ici de revenir sur la contribution de Pierre Rosanvallon à l'histoire des corps intermédiaires en France, en s'interrogeant sur la façon dont elle éclaire à la fois son interprétation de l'illibéralisme français et sa définition de l'histoire conceptuelle du politique.

Gian Luca Fruci : « Ancien régime démocratique et peuple électeur au cours du long XIX<sup>e</sup> siècle »

Cette contribution portera sur les caractères originaux de l'imaginaire électoral démocratique au cours du long XIX<sup>e</sup> siècle, caractères que Pierre Rosanvallon a esquissé dans ses deux trilogies sur l'histoire et les transformations de la démocratie contemporaine. L'archéologie du vote populaire révèle un univers discursif, procédural et pratique conçu comme consensuel, antipluraliste et un animiste, qui se résume moins dans le principe « un homme, une voix » que dans l'équation « un peuple, une voix ». Le long XIX<sup>e</sup> siècle représente le contexte historique privilégié de la mise en œuvre de cette configuration conceptuelle et institutionnelle qu'on peut appeler « ancien régime démocratique ».

Lundi 15 septembre

## **Deuxième session : réflexion sur l'histoire conceptuelle du politique**

9 h 30-12 h 30

Bruno Bernardi : « Du changement conceptuel dans le champ politique. Questions de méthode »

Pierre Rosanvallon a affirmé de façon récurrente que ses recherches relevaient de « l'histoire conceptuelle du politique » : on retiendra comme jalons l'importante « Note de travail » (*Revue de Synthèse*, 1986), la « Leçon inaugurale » du Collège de France (2002) et l'entretien avec Javier Fernandez Sebastian (*Journal of the History of Ideas*, 2007). En prenant pour point de départ la confrontation de sa démarche avec celles de Quentin Skinner d'une part et de Reinhart Koselleck de l'autre, on cherchera à interroger la proposition selon laquelle « la sphère du politique est le lieu d'articulation du social et de sa représentation » et plus précisément à évaluer l'apport que peut constituer l'histoire moderne du concept de démocratie pour la compréhension du changement conceptuel dans le champ politique.

Samuel Hayat : « Quelles sources pour l'histoire conceptuelle du politique ? De l'histoire des idées politiques à l'histoire des petites pensées »

Dès la formulation en 1986, dans la *Revue de synthèse*, du programme de l'histoire conceptuelle du politique, Pierre Rosanvallon a tenu à marquer un écart avec l'histoire des idées politiques. Alors que celle-ci cherche à rendre compte d'œuvres savantes explicitement liées à un domaine bien circonscrit de l'activité humaine, la politique, l'histoire qu'il propose a pour objet les « rationalités politiques » produites par « un travail permanent de réflexion de la société sur elle-même ». Quelles sources conviennent alors à cette histoire ? Cette communication visera à montrer que pour réaliser son programme de recherche, l'histoire conceptuelle du politique doit rompre avec le corpus de l'histoire des idées traditionnelle, y compris sous les formes renouvelées de l'histoire des idées en contexte de l'École de Cambridge, pour s'ouvrir aux « petites pensées », formulées en dehors de la sphère des penseurs professionnels.

## Troisième session : la société des égaux

14 h 30-19h30

François Dubet : « Voulons-nous l'égalité sociale ? Égalité sociale et déclin de la solidarité »

La plupart des inégalités résultent de nos choix et de nos pratiques, plus que des contraintes structurelles imposées. Pour vouloir l'égalité, il faut d'abord se sentir semblable et solidaire des autres, de ceux que nous ne connaissons pas, mais pour lesquels nous acceptons de payer. Aujourd'hui, ce sentiment de solidarité paraît menacé et se recompose souvent sur des communautés fermées et hostiles à ceux qui n'en sont pas. Comment refonder la solidarité comme condition élémentaire des politiques de l'égalité ? »

Daniel Sabbagh : « De l'histoire à la théorie (et vice-versa) : les figures de l'égalité dans l'œuvre de Pierre Rosanvallon ».

Dans son ouvrage, *La Société des égaux* – dernier volet d'une vaste trilogie consacrée aux mutations de la démocratie contemporaine, qui comprend également *La contre-démocratie* et *La légitimité démocratique* –, Pierre Rosanvallon entend contribuer à « fonder une véritable théorie générale de l'égalité » (p. 354). L'égalité ainsi conçue apparaît comme une *forme de relation* caractéristique de l'ordre social démocratique plutôt que comme une *norme de répartition* des biens ou des ressources rares. Cette théorie proprement politique de l'égalité – pensée comme irréductible à sa dimension (re)distributive – s'oppose aux conceptions relevant de l'« égalité radicale des chances » (Ronald Dworkin, John Roemer...) tout en se rapprochant de celles formulées par d'autres philosophes contemporains (Elizabeth Anderson, voire, à certains égards, Nancy Fraser). La présente communication s'efforcera de caractériser plus précisément la contribution de Pierre Rosanvallon à ce corpus de réflexions axées sur la conceptualisation de l'égalité, en s'attachant à identifier la valeur ajoutée du recours à la méthode historique, qui constitue peut-être sa singularité principale. On s'interrogera également quant au statut de la comparaison franco-américaine dans ce contexte, comparaison dont la raison d'être demeure partiellement implicite.

Mardi 16 septembre

## Quatrième session : l'État et la question sociale

9 h 30-12 h 30

Frank Georgi : « La pensée syndicale de Pierre Rosanvallon »

L'itinéraire intellectuel de Pierre Rosanvallon s'ouvre par une expérience atypique. En 1969, jeune diplômé d'HEC, il est embauché par une confédération ouvrière, la CFDT, et prend en charge les études économiques de la centrale. En 1973, il intègre le secteur politique confédéral et devient rédacteur en chef d'une nouvelle revue théorique, *CFDT Aujourd'hui*. Au cours de ces années, il est l'« intellectuel organique » de la CFDT. Il n'abandonne ses fonctions qu'en 1977, date à laquelle il s'engage définitivement dans la voie du « travail intellectuel ». Ces années syndicales sont des années de formation intense, de la fièvre de l'après-Mai à la rupture de l'Union de la gauche, au contact de militants ouvriers comme Edmond Maire et Marcel Gonin, formés à l'école de Paul Vignaux, de dirigeants politiques et d'intellectuels. Pierre Rosanvallon fait alors ses premières armes, rédige, seul ou en collaboration, ses premiers ouvrages, de nombreux articles et toute une littérature grise, peu connue, destinée à la réflexion collective et à la formation des militants. Il s'agira d'analyser ces écrits de jeunesse et la conception du syndicalisme autogestionnaire qu'ils expriment, mais aussi de voir en quoi ce « moment syndical » de Pierre Rosanvallon a pu contribuer à orienter son œuvre ultérieure.

Johann Aucante : « Formes de l'universel, égalité et citoyenneté sociales : perspectives franco-scandinaves »

Cette contribution vise à étudier en parallèle différentes conceptions de l'universalité et de l'égalité en lien avec le développement de l'État providence et de ses territoires intermédiaires. En partant des travaux spécifiques de Pierre Rosanvallon sur les régimes de protection sociale, mais aussi plus généralement de ses contributions sur les dynamiques de l'égalité sociale, on cherchera à confronter des problématiques qui sont restées largement centrées sur le cas de la France, avec d'autres expériences historiques européennes de la modernité, en particulier celles des pays scandinaves. Ce détour comparatif mais aussi croisé permettra d'interroger à nouveaux frais la catégorie d'universalité – au travers de ses particularismes socioculturels et politiques -, ainsi que les formes et les ambitions

de l'égalité sociale, partant notamment du constat d'une certaine fascination française ambivalente – depuis au moins les années 1930 – pour un « modèle suédois » voire « scandinave ».

Nicolas Delalande : « De la critique du social-étatisme à la défense de l'État-redistributeur : une pensée à l'épreuve de son temps »

Dans *La Société des égaux*, paru en 2011, Pierre Rosanvallon s'est attaché à penser le double mouvement par lequel, au cours des trente dernières années, les inégalités sociales ont recommencé à croître alors que s'affaissaient les théories et les instruments qui avaient permis de les réduire au cours du XX<sup>e</sup> siècle. La fragilisation de l'État-redistributeur, pensé dès 1990 comme un mécanisme « d'institution du social », est étroitement liée à la « crise de l'égalité » à laquelle sont confrontées les démocraties contemporaines. Dans les années 1970, pourtant, le diagnostic intellectuel et politique porté par Pierre Rosanvallon semblait tout autre : seul ou avec Patrick Viveret, il invitait à promouvoir une nouvelle culture politique autogestionnaire, en lieu et place de la « vieille culture social-étatique » à laquelle la gauche dans son ensemble avait fini par adhérer. Plutôt que d'y voir une contradiction, il convient de réfléchir à la manière dont la pensée de l'auteur s'est inscrite, des années 1970 à nos jours, dans un contexte politique, économique et intellectuel qui a vu les frontières entre l'État, le marché et la redistribution se déplacer considérablement. Il s'agira donc d'étudier la pensée de Pierre Rosanvallon à l'épreuve de son temps, marqué par le regain du libéralisme, la mise en critique de l'État-Providence et des solidarités, et l'essoufflement des aspirations autrefois portées par la Deuxième Gauche.

14 h 30-19h30

Nicolas Duvoux : « Les métamorphoses de la responsabilité »

La réflexion de Pierre Rosanvallon sur la question sociale est assise sur une investigation historique lui permettant de formuler un questionnement sur les transformations contemporaines de la protection sociale. Elle porte, en son centre, sur la question de la responsabilité et invite à relire les périodes de l'histoire des sociétés occidentales à l'aune de la plus ou moins grande importance donnée à cette catégorie. L'État-providence a opéré une rupture avec une organisation sociale reposant sur la responsabilité individuelle, il a "désindividualisé" la société. En retour, la période néolibérale ouverte depuis trois décennies revalorise cette notion dans les recompositions de la solidarité. La réflexion de Pierre Rosanvallon se situe à la charnière de ces deux mouvements pour mieux comprendre la "grande transformation" contemporaine.

Nous montrerons à travers l'étude des deux premiers aspects de réflexion, historique et politique, en quoi la réflexion de Pierre Rosanvallon a initié, accompagné et surtout opéré un déplacement par rapport au questionnement académique sur les types d'État-providence qui s'est développé depuis une trentaine d'années et aux réformes politiques que ceux-ci ont connu. En interrogeant ensuite la responsabilité sous son aspect de demande sociale, plus méconnu mais sans doute plus fondamental, nous montrerons en quoi les analyses de Pierre Rosanvallon permettent éclairer d'une manière originale les formes contemporaines de régulation de la question sociale.

Alain Chatriot : « La représentativité des acteurs syndicaux : une question difficile pour l'État en France au XX<sup>e</sup> siècle ».

« Le mouvement syndical français restera en tout cas durablement marqué par ses réticences premières quant aux preuves de sa représentativité ». Cette remarque que Pierre Rosanvallon fait dans *La question syndicale* (rééd. 1998, p. 225) introduit à une question les plus délicates du dialogue social dans la France du XX<sup>e</sup> siècle. Autour de la représentativité est posée en effet tout à la fois le problème du pluralisme syndical, des débats sur le corporatisme, des arbitrages de l'État. De plus, si les divergences du syndicalisme ouvrier ont rendu le sujet polémique, il faut souligner que la représentativité est aussi un enjeu pour le monde patronal ou pour une partie du monde associatif. Des premières solutions tentées dans les années 1920 à celles adoptées à la Libération, c'est une sédimentation de débats et d'expériences qui a longtemps régi le système français des relations sociales. Les mutations très contemporaines sur ce sujet montrent l'actualité de ces discussions, qui de plus se posent sans cesse davantage dans un cadre européen et international. Par cet objet; c'est aussi tout un pan des débats sur la représentation démocratique qui peut être réinterrogé.

21 h 30

Table ronde : « P. Rosanvallon, entrepreneur culturel » (Sarah Al-Matary) ; « La République des idées » (Ivan Jablonka) ; *La Vie des idées* (Florent Guénard) ; *Raconter la vie* (Pauline Peretz).

Cette table ronde reviendra sur l'activité de Pierre Rosanvallon homme de presse et entrepreneur culturel, depuis ses contributions à *CFDT-Aujourd'hui* – il y a maintenant quarante ans – jusqu'à ses plus récentes réalisations. Les intervenants, ouvriers de ces grands

chantiers, exposeront ce qui fait, selon eux, la singularité et la force d'entreprises qui ont réuni une communauté de lecteurs dans le partage des connaissances et le décloisonnement des supports. Seront abordées la collection « La République des idées », la revue *La Vie des idées* et les volumes qui lui sont attachés aux Presses Universitaires de France, ainsi que le projet *Raconter la vie*, la dernière expérimentation politique de P. Rosanvallon, qui donne à chacun l'opportunité de faire entendre sa voix.

Mercredi 17 septembre : journée de repos

Projection d'un film en soirée

Jeudi 18 septembre

## **Cinquième session : les complications contemporaines de la démocratie**

9 h 30-12 h 30

Justine Lacroix : « Luttres de droits et complication démocratique »

L'usage fait des « droits » dans nos démocraties contemporaines suscite des interprétations contrastées. Pour les uns, l'extension des droits individuels et la judiciarisation du politique seraient le signe patent de la perte de tout sens du collectif. A l'inverse, les revendications multiples qui traversent nos sociétés sont investies par d'autres qui célèbrent les effets émancipateurs de « luttres de droits » dont la pluralité autoriserait à se défaire de l'image d'un *demos* unifié. Si la première approche risque de manquer l'avènement de formes nouvelles d'implication politique, la deuxième paraît sous-estimer les supports institutionnels de l'autonomie. Cette communication se propose d'analyser ce débat à la lumière des travaux récents de Pierre Rosanvallon relatifs aux mutations de la démocratie contemporaine. Il s'agira notamment de montrer comment l'attention portée aux formes de participation « non conventionnelles » se combine avec le souci de maintenir l'organisation et la visibilité d'un monde commun.

Dominique Rousseau : « La démocratie continue, un contre-sens qui fait sens »

Dénommer « démocratie continue » la configuration politique dans laquelle un juge constitutionnel intervient dans la fabrication de la volonté générale serait, est-il souvent entendu, un *contre-sens*. Prenant au sérieux cette qualification, il sera soutenu que ce contre-sens est « créateur de sens », selon la formule de Pierre Hadot.

Sans refaire toute son histoire politique et constitutionnelle, désigner les systèmes politiques contemporains sous le nom de « démocratie » est un contre-sens par rapport au sens de ce mot dans la Grèce antique. Mais aussi un contre-sens par rapport au sens que donnaient à ce mot les Pères fondateurs de la modernité constitutionnelle. En son temps, l'expression « démocratie représentative » est également le produit d'un contre-sens créateur d'une notion nouvelle qui fait sens aujourd'hui. Il en est ainsi aujourd'hui de l'expression « démocratie continue », un contre-sens qui fait sens.

14 h 30-19h30

Yves Sintomer : « Quelle pluralisation de la démocratie » ?

L'œuvre de Pierre Rosanvallon a creusé à de nombreuses reprises le thème de la représentation politique. Il est abordé de manière frontale dans *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France* (Gallimard, Paris, 1998), mais aussi, de façon secondaire, dans d'autres ouvrages. L'exposé se fixera quatre objectifs : (1) dégager la conceptualité de la représentation mise en œuvre par Rosanvallon à partir du *Peuple introuvable* et de ses autres écrits ; (2) esquisser quelques comparaisons avec celles proposées par des historiens travaillant sur l'expérience démocratique française de la révolution à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; (3) dégager les parallèles et les contrastes entre cette conceptualité et quelques travaux de philosophie politique, comme ceux de Claude Lefort ; (4) en discuter conceptuellement la portée dans la perspective d'une sociologie historique comparative de la représentation politique.

Jean-Claude Monod : « Les légitimités démocratiques en tension ».

Trois principes semblent devoir s'articuler dans la démocratie moderne : la souveraineté du peuple, la nécessité de la représentation et le libéralisme politique comme protection des droits individuels. Mais cette articulation est d'autant plus difficile et complexe à réaliser que l'accentuation unilatérale d'un principe a historiquement conduit et peut toujours conduire à sacrifier un autre principe. Après une période où la démocratie a pu être dangereusement dissociée du libéralisme, n'assiste-t-on pas aujourd'hui à une dissociation inverse, le libéralisme politique et économique ne paraissant plus corrélé au souci de la volonté des peuples ?

Nous voudrions explorer cette hypothèse en discutant principalement deux ouvrages de Pierre Rosanvallon qui s'attachent à étudier des aspects historiques et d'actualité de ces transformations et tensions des légitimités démocratiques : *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France* et *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*.

Pierre Sauvêtre : « Le politique et la politique chez Rosanvallon et Foucault »

L'objet de notre communication est d'adresser la question de la fécondité possible du rapprochement entre la conception de « l'histoire conceptuelle de la politique » chez Pierre Rosanvallon et celle de « l'histoire de la pensée » chez Michel Foucault. Si ce rapprochement nous semble digne d'intérêt – au-delà des proximités biographiques temporaires – c'est dans la mesure où il ne met pas en évidence une opposition frontale entre « le » politique chez Rosanvallon et « la » politique chez Foucault : il

s'agit en effet davantage de deux conceptions inverses des rapports « du » politique et de « la » politique : chez Rosanvallon, « la » politique est réfléchie à l'intérieur de la problématique fondamentale « du » politique comme le terrain conflictuel de sa réalisation confuse, tendue, passionnée, différée et toujours difficile ; chez Foucault les mutations éventuelles « du » politique ne sauraient être l'effet que d'un jeu polémique qui met d'abord en cause des rapports de puissance, des relations de pouvoir et des stratégies de véridiction où les uns cherchent à conduire les autres vers des fins qu'ils n'ont pas pu choisir. D'un tel rapprochement, il résulte finalement que la question de la « vraie communauté » ne peut être posée en dehors d'une analyse historique des conflits politiques contemporains.

Vendredi 19 septembre

## **Sixième session : Les voies multiples de la démocratie**

9 h 30-12 h 30

Leyla Dakhli : « Contre-démocratie et transition dans le monde arabe aujourd'hui »

Les révolutions survenues à partir de l'hiver 2010-2011 dans le monde arabe ont rapidement été présentées par les tenants des visions téléologiques des transitions démocratiques comme les dernières vagues d'un mouvement mondial vers la démocratie libérale. Or, il apparaît qu'elles peuvent également être analysées comme les premières révoltes de ce que Pierre Rosanvallon appelle la « contre-démocratie » (2006), c'est-à-dire des révolutions dont l'outillage intellectuel et politique intègre la phase critique des démocraties occidentales, en raison des proximités sociales, économiques, culturelles des sociétés méditerranéennes du sud avec celles de l'Europe. Ce sont d'emblée des révolutions de « l'âge de la défiance », pour reprendre une expression de Pierre Rosanvallon. Ainsi, plus que partie d'un mouvement mondial inéluctable vers la démocratie, elles peuvent être considérées comme une expérimentation nouvelle des formes possibles de la démocratie, dans le contexte d'une mondialisation libérale altérant toujours plus les possibilités d'élaboration de sociétés réellement démocratiques. L'analyse que nous proposons ici est une tentative de compréhension et d'explicitation de ces conditions de possibilités.

Mamadou Diouf : « Sécularisme et construction démocratique dans une société à majorité musulmane : la "laïcité" sénégalaise dans une perspective comparative »

Le présente réflexion a pour ambition de suivre l'itinéraire des transformations du *contrat social* sénégalais – l'organisation des relations entre la religion et la politique – sur une longue période, en insistant sur, d'une part, les processus de réadaptations, de révisions et d'autre part, les crises qui le secouent depuis le départ de L. Sédar Senghor de la présidence de la République (1960-1980), l'arrivée au pouvoir d'Abdou Diouf (1981-2000) et le changement de régime survenu en 2000, avec l'élection de Abdoulaye Wade (2000-2012), sa défaite et la victoire de Macky Sall en 2012.

Le contrat social est solidement amarré aux dispositifs administratif et politique colonial et aux institutions de l'Islam. Il a abouti à l'établissement du *modèle islamo-wolof* dont les idiomes sont *Wolof* et la syntaxe française qui prend définitivement forme, après la Première guerre mondiale. L'administration coloniale renforce les mécanismes de subordination et multiplie les infrastructures qui les arriment au pouvoir colonial tout en leur déléguant le contrôle des paysanneries au niveau. Les marabouts deviennent les intermédiaires indispensables à l'exercice quotidien du pouvoir colonial.

Le dispositif de coproduction institutionnelle qui repose sur des transactions permanentes exigé par l'administration du pluralisme religieux, n'aboutit ni à une différenciation, ni à un contrôle exclusif de l'espace public par les structures et institutions étatiques. On n'assiste pas non plus à une confrontation du pouvoir religieux avec les structures politiques et l'appareil d'État pour fonder une société islamique comme le prône l'Islam politique. Au contraire, les marabouts Soufis parviennent à introduire leurs cérémonies religieuses, leurs rituels, leurs pèlerinages et lieux saints et leurs commémorations dans le calendrier républicain, le répertoire et la géographie de la colonie. Est-ce la condition du développement d'une société ouverte et démocratique ? quelles sont les facteurs politiques et religieux qui ont contribué à la *success story* sénégalaise ? Pourquoi le recours/retour au soufisme est-il une réponse à la mobilisation inspirée par l'Islam politique ? Quel enseignement peut-on tirer d'une restauration des organisations, des pratiques et de la spiritualité *Soufie*, construites comme une réponse à la montée des intégrismes religieux dans une société à majorité musulmane ?

Jules Naudet : « L'idée d'égalité en Inde : représentations et expériences des frontières sociales »

Dans son cours « Qu'est-ce qu'une société démocratique ? », Pierre Rosanvallon introduit la notion d'*égalité-relation* qui permet de mieux saisir quelle conception de l'égalité était au cœur des révolutions américaine et française. L'égalité comprise comme *relation* implique ainsi le rejet de la dépendance, du mépris, des privilèges, en bref de tout ce qui tend à produire des mondes séparés. Nous défendons l'idée que la notion d'*égalité-relation* s'avère particulièrement précieuse pour comprendre, à travers une approche comparative, les relations sociales en Inde. En effet, plutôt que de penser la structuration des frontières sociales à travers l'opposition proposée par Louis Dumont entre

*hiérarchie et égalitarisme* ou entre *holisme et individualisme*, il est plus heuristique, nous semble-t-il, de s'interroger sur les trajectoires et les incarnations différentes de l'idée d'égalité en France et en Inde. Nous centrerons plus particulièrement notre réflexion autour de la tension qui existe entre les conceptions de l'égalité défendues par les mouvements égalitaires des groupes dits de « basse caste » et le rapport que les élites économiques, fortement attachées à une « culture de la servitude » persistante, entretiennent aux groupes subalternes. Cette réflexion sera également l'occasion de revenir sur le fait, paradoxal, que la diffusion de l'idée d'égalité en Inde a été particulièrement stimulée par les colons britanniques qui, tout en imposant leur domination et en renforçant les frontières entre les groupes sociaux, ont contribué à propager les ressources idéologiques permettant de penser l'émancipation des groupes dominés.

14 h 30-17 h 30

Isabelle Thireau : « Dire avec ses semblables ce qui est et ce qui importe : les voies de l'invention démocratique en Chine »

Parler de démocratie en Chine, ce n'est parler ni du moment inaugural d'une démocratie instituante, ni d'une démocratie instituée, mais de l'intention démocratique qui traverse les demandes d'égalisation des conditions formulées au sein de la société. Ces demandes s'incarnent dans des pratiques comme les adresses directes aux dirigeants du Parti et de l'Etat ; elles prennent appui sur une grammaire de l'action qui part d'un mouvement relationnel –ici l'interpellation des gouvernants par les gouvernés– pour engendrer les termes de la relation, ce qui signifie notamment réaffirmer les obligations et responsabilités des gouvernants, énoncer les principes légitimes et partagés qui les obligent. Ces demandes manifestent la volonté et la capacité de participer aux affaires publiques en disant ce qui est et qui ne devrait pas être. En nouant situations singulières et principes partagés pour donner sens aux réalités rencontrées, en réinterprétant lois et engagements publics comme autant de promesses dont elles contribuent à établir le sens, elles limitent l'indétermination non pas politique mais sémantique et normative qui prévaut en Chine.

Isidoro Cheresky : « Démocratie élargie, démocratie chancelante – Argentine, Amérique Latine »

En Argentine et dans nombre de pays d'Amérique latine, les élections libres, la contestation citoyenne, la récusation des décisions malvenues du pouvoir ont confirmé, dès l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, que la démocratie était bien ancrée. Quoique l'inclusion sociale et politique participe de cet élargissement démocratique, on n'assiste pas à la « consolidation démocratique » que certains prévoient trente

années auparavant, mais plutôt à une mutation vers ce que l'on pourrait nommer une « démocratie continue ».

En effet, si l'on vote en Amérique latine, même de façon engagée (surtout lors des présidentielles), les électeurs ne cèdent pas complètement leur souveraineté. Et la contestation citoyenne et populaire, informelle et le plus souvent en dehors des institutions et associations civiles, est devenue un ressort, quoique discontinu, de la vie politique. Souvent, cette contestation prend la place des anciennes oppositions partisans et corporatives, devenant à son tour le frein au pouvoir en place. Les acteurs politiques et socio-politiques émergents constitués (parfois de façon éphémère) dans l'espace public physique ou par le web, et les leaders de popularité (souvent eux aussi à la merci des fluctuations), l'emportent ainsi sur les réseaux partisans traditionnels.

L'expérience argentine et latino-américaine interrogent donc l'évolution de la démocratie sous deux angles :

- La négativité caractéristique de la contestation contre-démocratique, peut-elle s'articuler à des nouvelles formes institutionnelles et s'accorder avec des dispositifs représentatifs ?
- La fluidité des identifications, caractéristiques des citoyens de nos jours, et l'affaiblissement institutionnel qui s'ensuit, peuvent-ils servir l'installation durable des leaders personnalistes soutenus par des « minorités d'intensité », ce qui déboucherait sur une forme de pouvoir « semi-incarné », disciplinaire, et capable d'étouffer la liberté politique (une version aggravée de l'État tutélaire craint par Tocqueville) ?

17 h 30-19 h 30 : Discussion générale, en présence de Pierre Rosanvallon

Samedi 20 septembre

## **Dernière session : réception et diffusion d'une œuvre : modalités d'appropriation**

9 h 30-12 h 30

Samuel Moyn : « Coals to Newcastle ? Enjeux de la réception anglo-américaine »

Les travaux de Pierre Rosanvallon ont bénéficié d'une réception relativement limitée sur la scène intellectuelle anglophone. Certes, avec le déclin inexorable de la figure de l'« intellectuel français », après la fin de la guerre froide, il est difficile, même à un professeur au Collège de France, d'avoir un rayonnement mondial. Mais il y a aussi des causes spécifiques à la difficile réception de la pensée de Pierre Rosanvallon. Pour les comprendre pleinement, on ne peut s'en tenir au fait que les philosophes et historiens antitotalitaires français auraient prêché les convertis, ou pour reprendre la formule de Mark Lilla, se seraient contentés d'apporter du « coal to Newcastle », prétendant expliquer les principes du libéralisme à ceux dont il constituait le principal horizon intellectuel. En effet, la tradition française de l'analyse et l'histoire du « politique » ne se réduit pas à un recyclage trivial des thèmes anglophones. La réception (et la non-réception) de l'œuvre de Rosanvallon nous offre donc un cas exemplaire des difficultés de traduction intellectuelle.

Émilie Frenkiel et Zhenhua Gao : « La réception de l'œuvre de Pierre Rosanvallon en Chine »

Outre des articles et chapitres de livres, un certain nombre d'ouvrages de Pierre Rosanvallon, dont *Le Capitalisme utopique* (2004), *Le Sacre du citoyen* (2005), *Le Modèle politique français* (2012), ont été intégralement traduits en mandarin. Cette intervention présentera les ressorts de ces traductions, dans un contexte d'effervescence des sciences sociales dans les universités chinoises, où les recherches françaises contemporaines sont toutefois rarement diffusées et enseignées, comparées aux publications des universitaires américains.

## **Conclusions et clôture du colloque**

## **Présentation des participants, dans l'ordre d'intervention :**

Florent Guénard : Florent Guénard : ancien élève de l'École

Normale Supérieure, agrégé de philosophie, Florent Guénard est maître de conférences à l'Université de Nantes. Il a publié *Rousseau et le travail de la convenance* (2004) et, en collaboration, *Le Ressentiment, passion sociale* (PUR). Ses travaux portent sur les conceptions philosophiques de la démocratisation et sur la compréhension des passions démocratiques. Il est directeur de la rédaction de la *Vie des Idées*.

Sudhir Hazareesingh : Sudhir Hazareesingh enseigne les sciences politiques à Balliol College, Université d'Oxford. Il a été professeur invité à l'EHESS, à l'École Pratique des Hautes Études, et à Sciences-Po. Il est membre du Comité Scientifique de la revue *French Politics*, de l'*European Journal of Political Theory*, ainsi que la revue *Napoleonica*. Il contribue régulièrement au *Times Literary Supplement*, et a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire et la culture politique française, dont *La Saint-Napoléon. Quand le 14 Juillet se fêtait le 15 Août* (Paris, Éditions Tallandier, 2007) et *La Légende de Napoléon* (rééd. Paris Seuil, 2008).

Patrice Gueniffey : Patrice Gueniffey est historien, spécialiste de l'histoire de la Révolution et de celle de l'Empire. Auteur de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire politique de cette époque, il est membre du Centre de recherches Raymond Aron, que dirigea Pierre Rosanvallon, et directeur d'études à l'EHESS. Il lui doit notamment *Le Nombre et la raison : la Révolution française et les élections*, Éd. de l'EHESS, 1993 ; *La Politique de la Terreur, essai sur la violence révolutionnaire*, Gallimard, 2003 ; *Histoires de la Révolution et de l'Empire*, Perrin, 2011. *Bonaparte*, Gallimard, 2013.

Chloé Gaboriaux : Chloé Gaboriaux est professeure agrégée à Sciences Po Paris, où elle enseigne l'histoire et la science politique. Elle a notamment publié *La République en quête de citoyens : les républicains français face au bonapartisme rural, 1848-1880*, Presses de Sciences Po, 2010 ; « L'autre peuple », *La vie des idées*, 20 décembre 2011. [http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111220\\_1\\_autre\\_peuple.pdf](http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111220_1_autre_peuple.pdf) ; « La loi 1901 faite de mieux : les républicains face à l'association au tournant du XX<sup>e</sup> siècle », *The Tocqueville Review/La revue Tocqueville*, 32 (2), décembre 2011, p. 53-65 ; « La reconnaissance d'utilité

publique au fil de la plume : mentions marginales, ratures et ajouts manuscrits dans les documents échangés entre le Conseil d'Etat et les ministères, 1901-1914 », Contribution au Congrès de l'AFSP, 9-11 juillet 2013, <http://www.congres-afsp.fr/st/st2/st2gaboriaux.pdf>

Gian Luca Fruci : Ancien élève de l'ENS de Pise et docteur en histoire politique de l'EHESS, Gian Luca Fruci est chargé de recherche auprès de l'Université de Pise et directeur scientifique de l'Institut d'histoire contemporaine de Mantoue (IMSC). Ses recherches portent sur l'histoire comparée du suffrage universel et des pratiques plébiscitaires (France et Italie) ainsi que sur la médiatisation de la politique dans l'Europe du long XIX<sup>e</sup> siècle. Récemment, il a co-dirigé *Parole in azione. Strategie comunicative e ricezione del discorso politico in Europa fra Otto e Novecento* (Le Monnier, Florence, 2012), *Il lungo Ottocento e le sue immagini. Politica, media, spettacolo* (Ets, Pise, 2013), où il a publié l'article *Votare per immagini. Il momento elettorale nella cultura visuale europea fra Sette e Ottocento*.

Bruno Bernardi : Bruno Bernardi, ancien élève de l'ENS, agrégé et docteur habilité en philosophie, est membre de l'Institut d'histoire de la pensée classique (UMR 5037). Ses travaux portent sur Rousseau et l'histoire conceptuelle de la modernité politique. Principaux ouvrages : *Qu'est-ce qu'une décision politique ?*, Vrin, 2003 ; *La fabrique des concepts, recherches sur l'invention conceptuelle chez Rousseau*, H. Champion, 2006 ; *Le principe d'obligation : sur une aporie de la modernité politique*, EHESS/Vrin, 2007. *Rousseau et le droit politique : essai sur un chemin virtuel de la modernité*, Vrin, 2014.

Samuel Hayat : Samuel Hayat est post-doctorant au Conservatoire national des arts et métiers (laboratoire Histoire des technosciences en société). Il travaille sur l'histoire et la théorie des formes de représentation politique en rupture avec le gouvernement représentatif, en particulier celles mises en œuvre au sein du mouvement ouvrier français au XIX<sup>e</sup> siècle. On lui doit notamment *Raisons politiques* n° 50, dossier « Repenser la représentation politique », codirigé avec Yves Sintomer et *La République et son double. Une histoire politique de la révolution de 1848*, Seuil, 2014 (à paraître).

François Dubet : François Dubet est sociologue, professeur à l'Université de Bordeaux et directeur d'études à l'EHESS. Après s'être intéressé aux mouvements sociaux, aux problèmes urbains et à la marginalité juvénile, il a publié de nombreux ouvrages sur le système éducatif. Depuis plusieurs années, il travaille sur les inégalités sociales et les sentiments d'injustice. Il

est l'auteur de *Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations*, avec O. Cousin, E. Macé, S. Rui, Seuil, 2013 ; *Les Sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*, avec M. Duru-Bellat et A. Véréout, Seuil, 2010 ; *Les Places et les chances. Repenser la justice sociale*, Seuil, La République des idées, 2010.

Daniel Sabbagh : Daniel Sabbagh est directeur de recherche à Sciences Po (Centre d'études et de recherches internationales). D'orientation comparative et pluridisciplinaire, ses travaux portent principalement sur la problématique de la discrimination, de la discrimination positive et du multiculturalisme, le droit public américain et les théories contemporaines de la justice sociale et de l'égalité. Il est l'auteur de *L'Égalité par le droit: les paradoxes de la discrimination positive aux États-Unis* (Paris, Économica, 2003 ; Prix François Furet 2004) et a dirigé avec Magali Bessone le recueil *Racisme et discrimination raciale : Anthologie de textes fondamentaux* (Paris, Hermann, coll. « L'Avocat du diable », 2014).

Frank Georgi : Frank Georgi est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (Centre d'histoire sociale du XXe siècle). On lui doit notamment : *L'Invention de la CFDT 1957-1970. Syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, L'Atelier/CNRS éd., 1995 ; *Eugène Descamps, chrétien et syndicaliste*, Paris, L'Atelier, 1997 ; (dir.) *Autogestion. La dernière utopie ?*, Publications de la Sorbonne, 2003 ; « L'autogestion, utopie libertaire ou utopie libérale ? », in M. Margairaz et D. Tartakowsky (dir.), *1968, entre libération et libéralisation. La grande bifurcation*, PUR, 2010 ; « Le moment autogestionnaire des socialistes français », in A. Bergounioux et D. Cohen (dir.), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fayard, 2012 ; « Le syndicalisme ouvrier chrétien de la CFTC à la CFDT » et « L'autogestion, une utopie chrétienne ? », in D. Pelletier et J.-L. Schlegel (dir.), *À la gauche du Christ. Les chrétiens de gauche en France de 1945 à nos jours*, Le Seuil, 2012.

Yohann Aucante : Yohann Aucante est maître de conférences à l'EHESS, chercheur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron. Il co-anime le programme Handicap et sociétés de l'EHESS. Ses travaux portent sur la social-démocratie, la constitution des systèmes de protection sociale et la démocratie en Europe du Nord. Il a récemment publié *Les Démocraties scandinaves. Des systèmes politiques exceptionnels ?* (Paris, Armand Colin, 2013) et il a codirigé une ANR sur l'histoire des populations vulnérables en Europe (EHESS-

Sciences-Po 2009-2013). Il prépare un ouvrage sur l'État social universel en Europe du Nord (19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles).

Nicolas Delalande : Nicolas Delalande est Associate Professor au Centre d'Histoire de Sciences Po. Il a notamment publié *Les Batailles de l'impôt. Consentement et résistances de 1789 à nos jours* (Paris, Seuil, 2011) et codirigé, avec Patrick Boucheron, *Pour une histoire-monde* (Paris, PUF/La Vie des Idées, 2013).

Nicolas Duvoux : Nicolas Duvoux, sociologue, est maître de conférences à l'Université Paris Descartes (CERLIS). Spécialiste des questions de pauvreté et des politiques publiques, il a notamment publié *L'Autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, Paris, PUF, 2009 ; *Le Nouvel âge de la solidarité. Pauvreté, précarité et politiques publiques*, Paris, La République des idées/Le Seuil. Visiting Scholar au département de sociologie en 2012 au département de sociologie de l'Université Harvard, il travaille actuellement sur la philanthropie.

Alain Chatriot : Alain Chatriot est chargé de recherche au CNRS (Centre de recherches historiques, Paris). Il a notamment publié *La Démocratie sociale à la française. L'expérience du Conseil national économique 1924-1940*, La Découverte, 2002. (co-dir.) *The Expert Consumer: Associations and Professionals in Consumer Society*, Ashgate, 2006 ; (co-dir.) *Les Politiques du Travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux*, Presses Universitaires de Rennes, 2006 ; (co-dir.) *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010 ; (co-dir.) *La codification du travail en France sous la III<sup>e</sup> République. Élaborations doctrinales, techniques juridiques, enjeux politiques et réalités sociales*, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

Sarah Al-Matary : Sarah Al-Matary, ancienne élève de l'ENS LSH, est maître de conférences en littérature française du XX<sup>e</sup> siècle à l'université Lumière Lyon 2 (EA 4160 « Passages XX-XXI ») et rédactrice en chef à *La Vie des idées*. Elle s'intéresse aux relations qu'entretiennent la littérature et les idéologies, notamment aux définitions stratégiques de la communauté politique. Ses recherches sur les discours polémiques l'ont amenée à travailler sur l'idée de « race » et, plus récemment, sur l'anti-intellectualisme en France (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles).

Ivan Jablonka : Ancien élève de l'École normale supérieure, Ivan Jablonka est professeur d'histoire à l'université Paris 13. Il est rédacteur en chef à *La Vie des idées*, et codirecteur de la collection « La République des Idées » au Seuil. Il a notamment publié *Les Vérités inavouables de Jean Genet*, Seuil, 2004 ; *Âme sœur. Roman*, La Volte, 2005 (sous l'hétéronyme d'Yvan Améry) ; *Ni père ni mère. Histoire des enfants de l'Assistance publique (1874-1939)*, Seuil, 2006 ; *Enfants en exil. Transfert de pupilles réunionnais en métropole (1963-1982)*, Seuil, 2007 ; *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France (XIXe-XXIe siècle)*, PUF, 2009 (codirigé avec Ludvine Bantigny) ; *Les Enfants de la République. L'intégration des jeunes de 1789 à nos jours*, Seuil, 2010 (rééd. poche 2013) ; *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus. Une enquête*, Seuil, 2012 (rééd. poche 2013).

Pauline Peretz : Pauline Peretz, maître de conférences à l'Université de Nantes, travaille sur l'histoire des États-Unis au XX<sup>e</sup> siècle. Elle est rédactrice en chef à *La Vie des idées* et directrice éditoriale *Raconter la vie*. On lui doit *Dossier secret de l'Affaire Dreyfus* (avec Pierre Gervais et Pierre Stutin, Alma, 2012) et *Combat pour les Juifs soviétiques. Washington-Moscou-Jérusalem, 1953-1989* (Armand-Colin, 2006). Elle a également dirigé *New York. Histoire, Promenades, Anthologie, Dictionnaire* (Robert Laffont, coll. Bouquins, 2009) ainsi que *L'Amérique post-raciale* (PUF/La Vie des idées, 2013).

Yves Sintomer : Yves Sintomer est professeur de science politique à l'Université de Paris 8. Il est chercheur associé à l'UMR CRESPPA (équipe « Cultures et sociétés urbaines ») depuis 2003, ainsi qu'au Centre Marc Bloch de Berlin et à l'Institut de sociologie de l'Université de Neuchâtel depuis 2009. Spécialiste des processus de démocratisation, il a publié notamment *Le Pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative* (La Découverte, 2007), *Les Budgets participatifs en Europe. Des services publics au service du public* (en coll. avec Carsten Herzberg et Anja Röcke, La Découverte, 2008) et *Petite histoire de l'expérimentation démocratique. Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours* (La Découverte, 2011).

Dominique Rousseau : Dominique Rousseau, directeur de l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris 1), où il enseigne, est membre honoraire de l'Institut universitaire de France et membre du comité de rédaction de la *RDP*. On lui doit notamment les ouvrages *La V<sup>e</sup> République se meurt* (O. Jacob, 2007) ; *Le Consulat Sarkozy* (O. Jacob, 2012), *La Démocratie continue* (sous sa direction), LGDJ, 1995, ainsi que les articles « La démocratie

continue, espace public et juge constitutionnel », Le Débat, 1997 ; « Constitutionnalisme et démocratie », *La Vie des idées*, 2007, <http://www.laviedesidees.fr/Constitutionnalisme-et-democratie.html>

Justine Lacroix : Justine Lacroix est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles. Elle est notamment l'auteur de *Michaël Walzer. Le pluralisme et l'universel* (Michalon, 2001) ; *Communautarisme versus libéralisme. Quel modèle d'intégration politique ?* (Editions de l'ULB, 2003) ; *L'Europe en procès. Quel patriotisme au-delà des nationalismes ?* (Cerf, 2004) et *La pensée française à l'épreuve de l'Europe* (Grasset, 2008). Elle bénéficie, pour la période 2010-2015, d'un « European Starting Grant » du Conseil Européen de la Recherche en vue de mener des travaux sur les critiques des droits de l'homme.

Jean-Claude Monod : Jean-Claude Monod, chargé de recherches au CNRS (UMR 8547, Archives Husserl), enseigne à l'École Normale Supérieure (Paris). Ses travaux portent principalement sur la philosophie allemande post-hégélienne et la philosophie politique, en particulier sur la question des rapports entre politique, religion et modernité. Il a publié notamment *La Querelle de la sécularisation, de Hegel à Blumenberg* (Vrin, 2002), *Penser l'ennemi, affronter l'exception. Réflexions critiques sur l'actualité de Carl Schmitt* (La Découverte, 2007), *Hans Blumenberg* (Belin, « Voix allemandes », 2007), *Sécularisation et laïcité* (PUF, 2007), *Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ?* (Seuil, 2012).

Pierre Sauvêtre : Pierre Sauvêtre est docteur en science politique, vacataire en science politique dans les Universités de Paris VIII, Paris X, Paris XIII et à l'IEP de Paris, et professeur de français au collège. Il travaille sur l'histoire de la gouvernementalité aux XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> siècles et prépare un livre sur « Foucault, la gouvernementalité et l'État ». Il est l'auteur de plusieurs articles, notamment « La problématisation de la participation à travers l'histoire de la gouvernementalité », *Participations*, 2013/2, n°6, p. 35-63.

Leyla Dakhli : Leyla Dakhli est chercheuse au CNRS (Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman, Aix-en-Provence). Ses recherches portent sur l'histoire des mouvements sociaux et des mondes intellectuels dans le monde arabe contemporain. Elle a publié un ouvrage issu de sa thèse sous le titre *Une génération d'intellectuels arabes, Syrie-Liban 1908-1940* (Karthala, 2009), dirigé avec Stéphanie Latte Abdallah *Des engagements*

*féminins au Moyen-Orient (XXe-XXIe siècle)*, Le Mouvement Social, n° 231, avril-juin 2010, ainsi que *Proche-Orient : foyers, frontières et fractures, Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 3/2009 (n° 103), avec Vincent Lemire et Daniel Rivet.

Mamadou Diouf : Mamadou Diouf, spécialiste de l'Empire colonial français et des sociétés contemporaines africaines, enseigne à l'Université de Columbia (New-York), où il dirige l'Institut d'études africaines à l'École des affaires internationales et publiques (School of International and Public Affairs). Il a publié notamment *Une histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries* (Maisonneuve & Larose, 2001), *Historians and histories, what for? African historiography between the state and the communities* (Amsterdam, 2002) et *Tolerance, Democracy and Sufis in Senegal* (Columbia University Press, 2013).

Jules Naudet : Jules Naudet est chercheur en sociologie au Centre de Sciences Humaines de New Delhi (MAEE-CNRS). Il est docteur de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et diplômé de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (Hindi). Il est l'auteur de l'ouvrage *Entrer dans l'élite* publié aux PUF en 2012 et a dirigé avec Christophe Jaffrelot l'ouvrage *Justifier l'ordre social : Caste, classe, race et genre* (PUF, 2013). Son dernier ouvrage *Grand Patron, fils d'ouvrier* est publié par le Seuil, dans la collection « Raconter la Vie ». Ses travaux en cours portent sur les élites économiques indiennes.

Isabelle Thireau : Isabelle Thireau, membre du Centre d'études sur la Chine Moderne et Contemporaine (CNRS/EHESS), est sociologue. Parmi ses publications : *Disputes au village chinois. Formes du juste et recomposition des espaces normatifs* (Éditions de la MSH, 2001) ; *Les Ruses de la démocratie. Protester en Chine* (Seuil, 2010) ; *De proche en proche : ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine* (Peter Lang, 2013).

Isidoro Cheresky : Isidoro Cheresky, diplômé en sociologie (Universidad Nacional de Buenos Aires) et docteur nouveau régime de l'Université Toulouse le Mirail, est professeur de Théorie politique contemporaine et Sociologie politique à la faculté de Sciences sociales de Buenos Aires. Il a enseigné dans de prestigieuses universités : École des Hautes Études en Sciences Sociales-Paris, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL)-Université de la Sorbonne Nouvelle, Université d'Amsterdam, Université de Laval, New School University-New York, Stanford University, Université d'Antioquia. En 2006, il a reçu le Prix Konex de Sciences Politiques, et en 2009 a été nommé Chevalier de l'Ordre des Palmes

Académiques par le gouvernement français. Parmi ses publications les plus récentes, on peut citer *¿ Qué democracia en América Latina?*, I. Cheresky (ed.), CLACSO-Prometeo, Buenos Aires, 2012., et *Sin programa, sin promesa. Liderazgos y procesos electorales*, I. Cheresky y R. Annunziata (eds), Manantial, Buenos Aires, 2012.

Samuel Moyn : Samuel Moyn est James Bryce Professor of European Legal History à Columbia University, où il enseigne depuis 2001. Son dernier ouvrage est *The Last Utopia: Human Rights in History* (Harvard University, 2010). Il a également dirigé la traduction américaine d'un recueil d'articles de Pierre Rosanvallon, *Democracy Past and Future* (Columbia University Press, 2006).

Émilie Frenkiel : Émilie Frenkiel est maître de conférences à l'Université Paris Est Créteil et chercheur au Largotec. Ancienne élève de l'École normale supérieure de lettres et sciences humaines, elle est co-rédactrice en chef de *La Vie des Idées* et *Books&Ideas*. Elle a publié *Parler politique en Chine* (PUF, mars 2014) et *La Chine en mouvements* (avec Jean-Louis Rocca, PUF, 2013).

Zhenhua Gao : Zhenhua Gao est diplômé de l'Université de Pékin (Beida) et de Sciences Po. Il a travaillé dans le milieu culturel (Musée du Louvre, Château de Versailles). On lui doit de nombreuses traductions, parmi lesquelles le *Modèle politique français*, troisième ouvrage de Pierre Rosanvallon édité en chinois (Éditions Sanlian, 2012).